

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/204 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 52 000 EUROS A L'ASSOCIATION HYERES HORTIPOLE - ANIMATION DE PROJETS COLLECTIFS ET DEMARCHES ENVIRONNEMENTALES DE FLORISUD - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/204

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 52 000 EUROS
A L'ASSOCIATION HYERES HORTIPOLE - ANIMATION
DE PROJETS COLLECTIFS ET DEMARCHES
ENVIRONNEMENTALES DE FLORISUD - ANNEE 2025 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la Délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la Délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention de la Métropole TPM d'un montant de 52 000 euros à l'Association HYERES HORTIPOLE pour son programme d'actions en 2025,

CONSIDERANT la demande de participation financière de l'Association HYERES HORTIPOLE d'un montant de 52 000 euros pour l'année 2025 sur un montant global de 163 152 euros pour la réalisation de son programme d'actions,

CONSIDERANT que le travail de la grappe d'entreprise FLORISUD portée par l'Association HYERES HORTIPOLE contribue à la cohésion de la filière, à sa notoriété et à son développement économique grâce à l'émergence de projets innovants,

CONSIDERANT les actions d'animation et de coordination de la filière horticole, les perspectives et développement de la filière « Fleurs coupées » du Var :

- Zone horticole de la Bastidette à La Crau,
- Le Conservatoire Méditerranéen partagé : programme « Multiflora »,

CONSIDERANT les démarches environnementales et de qualité de FLORISUD : Label HORTISUD en 1999, Charte Qualité fleurs en 2007, « FLEURS DE France » en 2015, emballages éco-responsables, la commission de diversification pilotée par la SICA MAF afin de retravailler les gammes d'espèces et les modes de production,

CONSIDERANT le rôle de FLORISUD en matière d'animateur et contrôleur de la charte qualité HORTISUD afin d'aider les 283 horticulteurs volontaires à respecter les normes de qualité définies pour 14 espèces,

CONSIDERANT les actions de communication et de promotion par FLORISUD de la marque HORTISUD :

- La publicité sur le lieu de vente,
- Le salon « FLOREVENT » le 16 et 17 mars 2025,
- Le salon NOVAFLEUR,
- Le web pour développer la notoriété de la marque et de la filière (Flower Power, Digiflor, You Tube, les réseaux : Le Var, Terre des fleurs, le site Internet hortisud.fr, la Newsletter,

CONSIDERANT la nécessité de maintenir en 2025 une aide financière de la Métropole TPM dans le but de poursuivre les actions engagées depuis 2006,

CONSIDERANT la convention ci jointe,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ALLOUER à l'Association HYERES HORTIPOLE une subvention de 52 000 euros, soit 31,87 % maximum du coût total du programme d'actions pour sa réalisation en 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention jointe.

ARTICLE 3

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 5

D'INSCRIRE cette dépense au budget Principal 2025 : Fonction 6312 (Imputation 65748, opération 1232).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

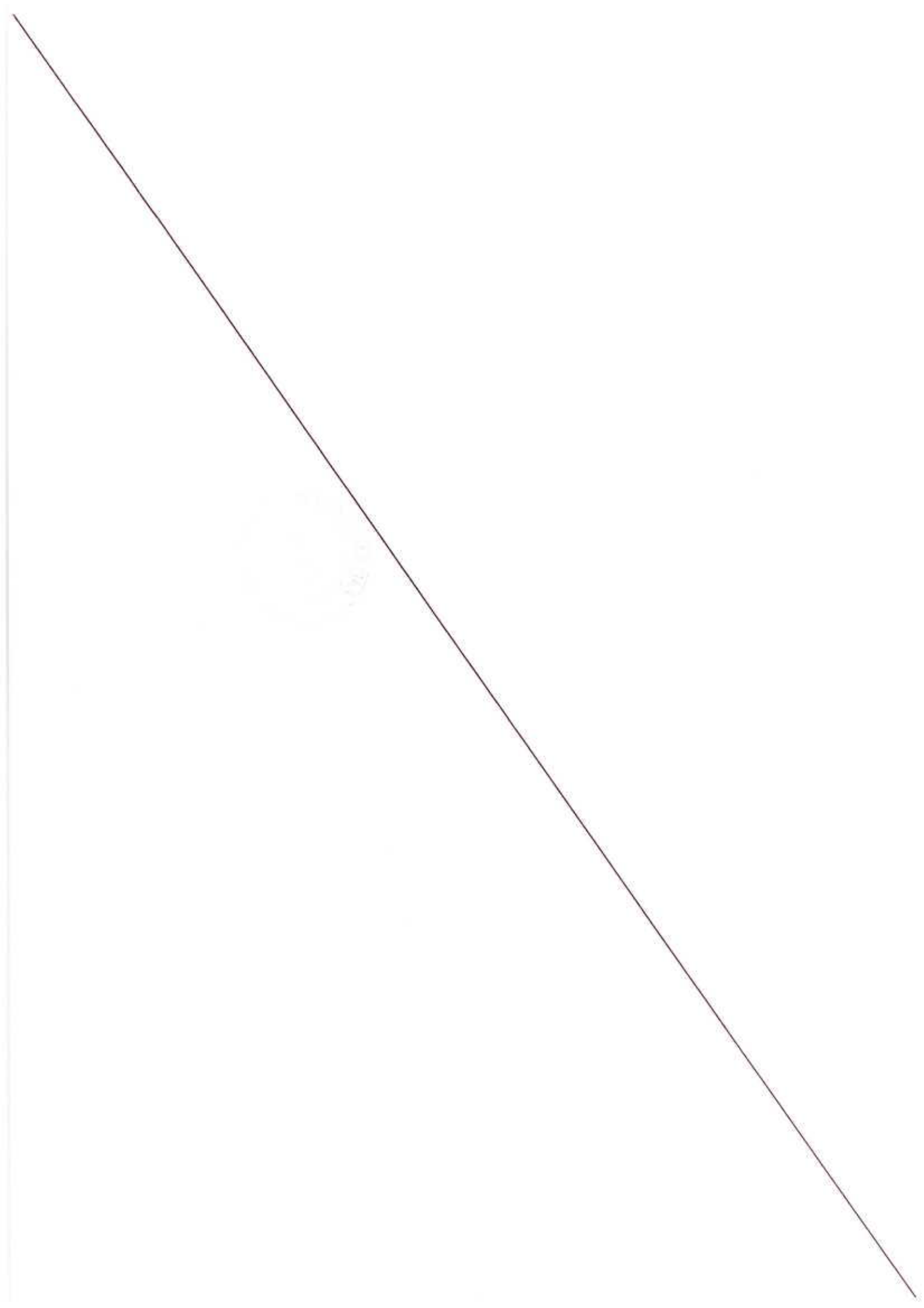
Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

ASSOCIATION HYERES HORTIPOLE

FONCTIONNEMENT ET CONDUITE DES ACTIONS DE FLORISUD

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à **TOULON**, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DM N° 25 /** en date du Bureau Métropolitain du **lundi 14 avril 2025**,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Association HYERES HORTIPOLE, ayant son siège 1202 vieux Chemin de Toulon – 83400 HYERES, et représenté par son **Président Jean-Claude VEGA**,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La grappe d'entreprises **FLORISUD** est portée par l'Association **HYERES HORTIPOLE**. Créée par les producteurs, l'Association est pensée comme un organe de structuration au service de la filière de production locale. Les différentes missions confiées lui confèrent un statut similaire à celui des ODG (Organismes de Défense et de Gestion) tels que l'INAO (Institut National de l'Origine et de la Qualité) les définit.

FLORISUD anime le cluster horticole. Elle permet de faire le lien amont (recherche ASTREDHOR, innovation (nouvelles variétés), ...) et en aval de la filière (qualité HORTISUD, label « Fleurs de France », animation de projets (zone horticole, Conservatoire Méditerranéen...)). Cette association joue un rôle central dans le maintien et le développement économique de la filière. Elle œuvre notamment aujourd'hui pour une production florale de qualité et respectueuse de notre environnement péri urbain fragile, une production toujours plus vertueuse qui n'utilise presque plus de produits phytosanitaires, de plastique et qui doit rester concurrentielle.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metroletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association HYERES HORTIPOLE à hauteur de 52 000 euros pour la mise en œuvre des 3 actions prévues dans la convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 65748 – opération 1232 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 31,87 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **52 000 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **36 400 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **15 600 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
 - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits.

En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour</p> <p>L'ASSOCIATION HYERES HORTIPOLE</p> <p>Le Président</p> <p>Jean-Claude VEGA</p>	<p>Pour la Métropole</p> <p>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président</p> <p>Jean-Pierre GIRAN</p>
--	--

ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

Sa place au cœur de la vie horticole locale confère à l'Association HYERES HORTIPOLE un rôle privilégié d'interlocuteur et de porte-parole auprès des institutions :

- ✓ 283 membres entreprises agricoles, utilisatrices de la marque commerciale et de qualité HORTISUD
- ✓ 8 membres actifs : SICA MAF, SCRADH, PHILA FLOR, CDAV, Ville d'Hyères, Ville de La Crau, CA, Cerfrance.
- ✓ 1 membre associé : Lycée Agricampus d'Hyères
- ✓ 1 membre partenaire : Syndicat Agricole & Horticole d'Hyères

Les actions sont portées et réalisées par l'équipe de personnel de FLORISUD qui comprend 1 chargée de missions et 1 contrôlease qualité (2 ETP)

En 2025, l'Association pérennisera ce fonctionnement par le maintien des 2 postes salariés, complété par la prise en charge directe des actions par les salariés des structures expertes dans les projets sous forme de prestation de service.

HYERES HORTIPOLE en 2025 poursuit ses missions en matière de :

- ❖ Animation de projets et démarches collectives
- ❖ Démarche qualité
- ❖ Communication et promotion de la marque Hortisud.

ACTIONS DE L'ASSOCIATION HYERES HORTIPOLE EN 2025

ACTION 1 : ANIMATION DE PROJETS & DEMARCHES COLLECTIVES

1.1. Animation et coordination des actions de la filière

❖ ANIMATION DE FLORISUD

La grappe d'entreprises FLORISUD est portée par l'Association HYERES HORTIPOLE :

- ✓ Coordination de FLORISUD : Réunions, suivi administratif et financier, coordination des projets, ...
- ✓ Incubateur de projets : prospection, analyse et animation de projets émergeant pour obtenir de nouveaux débouchés rémunérateurs

❖ VEILLE & DIFFUSION D'INFORMATIONS

Elle cible :

- ✓ La concurrence, la Transition Agroécologique, les actualités filières, les appels à projet, ...
- ✓ La veille est transversale aux projets et aux actions FLORISUD : elle doit permettre aux membres de la grappe d'entreprises de définir leur stratégie dans tous ces domaines et les inciter à anticiper les évolutions qui les impactent en repérant les opportunités qui s'offrent à eux.

Cette action a permis la mise en place de plusieurs groupes de travail : GT « Assurance récolte » et GT « Phytos ».

❖ ANIMATION DE LA FILIERE FLEURS COUPEES DU VAR

Elle s'articule autour de :

- La participation au Comité Régional de la Filière Horticole qui vise à établir un plan stratégique pluriannuel répondant aux enjeux de la filière
- La coordination du groupement de producteurs PHILAFLORE pour l'aider notamment à amorcer sa transition agroécologique conformément aux exigences de la Loi EGAl'im
- GT « Projets » : un protocole d'accord entre PHILAFLORE et Astredhor Méditerranée permet désormais le travail en commun des 2 structures. Attendu par la filière horticole depuis près de 30 ans, ce protocole permet la labellisation des conseillers techniques de PHILAFLORE au sein d'Astredhor
- GT « Formations en Horticulture » pour répondre au besoin de la filière fleurs coupées en salariés et chefs d'entreprises formés
- AMICALE DES HORTICULTRICES pour répondre au besoin de visibilité et de reconnaissance du travail des femmes en agriculture.



1.2. **Prospectives et Développement de la Filière Fleurs coupées du Var**

❖ PROJETS LOCAUX

➤ Zone Horticole de la Bastidette

4 producteurs sont aujourd'hui implantés : 3 en pivoines et 1 en cultures diversifiées (œillet de poète, renoncules, ...).

FLORISUD poursuit le travail d'animation et de coordination du projet en coopération avec TPM.

➤ Le Conservatoire Méditerranéen Partagé

Poursuivre le programme d'inventaire déjà réalisé par un programme « Multiflora » de Démultiplication des systèmes de productions diversifiées de fleurs coupées durables financé par France AgriMer.

❖ D'HORTISUD A FLEURS DE FRANCE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

La filière Horticole varoise est constituée en majeure partie de petites exploitations. Si les conditions climatiques et le savoir-faire des producteurs sont à la base de l'obtention d'un produit de qualité reconnu, il a fallu structurer la production pour être identifié sur les marchés nationaux et internationaux.

➤ HORTISUD, des fleurs de qualité

La marque HORTISUD a été créée dès 1999 par la filière varoise autour de HYERES HORTIPOLE. Depuis son évolution est constante afin de s'adapter aux attentes commerciales et sociétales.



HORTISUD est accordée aux producteurs apporteurs sur le marché à fleurs d'Hyères (SICA MAF), sous réserve de leur engagement à respect le cahier des charges fixant les normes commerciales pour chaque espèce florale et acceptant de soumettre leurs produits au contrôle qualité organisé quotidiennement sur le site de mise en marché.



➤ HORTISUD, des fleurs de qualité et qui tiennent en vase



Depuis 2007, la démarche nationale **Charte Qualité Fleurs (CQF)** a été mise en œuvre par l'interprofession Val'hor pour ajouter à la qualité des produits, une garantie de tenue en vase, avec pour objectif de se démarquer encore plus de la concurrence internationale et de répondre aux attentes des consommateurs.

Depuis le plan de contrôle qualité intègre un programme annuel de tests de tenue en vase

➤ HORTISUD - Fleurs de France

En 2015, le label « **Fleurs de France** » est lancé par l'Interprofession Val'Hor. Cette marque nationale a pour objectif de permettre la communication sur l'origine des produits horticoles français. L'ensemble des producteurs Hortisud sont éligibles.

Depuis 2022, la forte évolution du label Fleurs de France porte essentiellement sur la traçabilité de l'origine des produits et leurs qualités socio-environnementales.

Le travail de FLORISUD consistera donc en 2025 à participer au travail de révision du référentiel CQF (Charte Qualité Fleurs) en défendant la volonté de la filière pour ce qui concerne la valorisation des pratiques vertueuses en production et le contrôle qualité de ses produits.

❖ PROJETS DE STRUCTURATION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE

➤ Transition vers l'utilisation d'écoemballages

Amorcé en 2024, un projet de filière consiste à retravailler l'emballage des bottes de fleurs mises en marché à la SICA MAF.

Les emballages traditionnels utilisés pour les bottes de fleurs sont constitués de feuilles de polypropylène. Un matériau plastique qui présente l'avantage de résister à toutes les conditions de transport de stockage et de manutention subies par les fleurs... tout en étant totalement transparent. Un matériau parfait excepté d'un point de vue environnemental : les films plastiques n'étant pas recyclables, ou alors difficilement et un nombre limité de fois.

Les alternatives imaginées pour l'instant par la filière s'orientent vers du papier kraft notamment.

➤ Commission de diversification

Cette commission pilotée par la SICA MAF a pour objectif de retravailler les gammes d'espèces autant que les modes de production. Le contexte horticole évolue sans cesse, mais ces dernières années, différents facteurs ont provoqué un rétrécissement de la gamme commerciale et une diminution des volumes mis en vente par les horticulteurs :

- L'évolution des coûts énergétiques,
- Le renforcement de la concurrence internationale
- L'émergence de certains ravageurs.

A cela s'ajoute le renforcement des effets du changement climatique sur l'arc méditerranéen qui provoque une multiplication des difficultés. Il en résulte aujourd'hui une saisonnalité extrême des productions qui impose une gestion tendue des pics de production.

La commission a pour objectif de proposer des voies d'adaptation aux entreprises locales.

ACTION 2 : DEMARCHE QUALITE

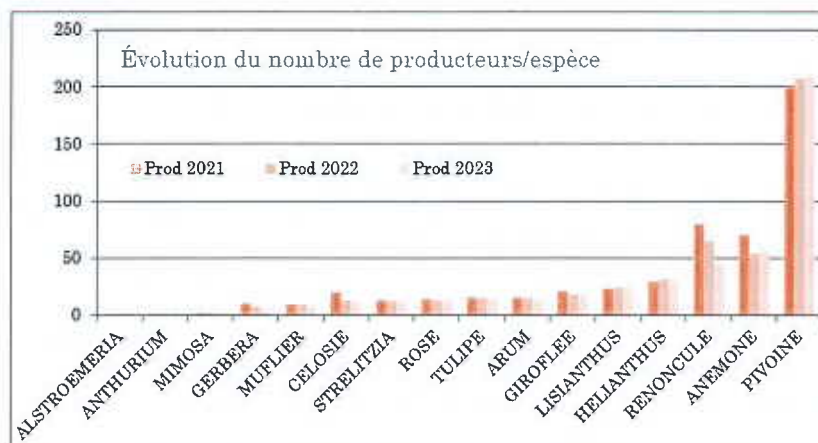
❖ CONTRÔLE QUALITE ET PROCEDURE

Outre son rôle d'animateur de la démarche, FLORISUD est aussi contrôleur de la « charte de qualité Fleurs ». Les Horticulteurs de leur côté s'engagent volontairement à respecter des normes de qualité définies pour chaque espèce. La démarche concerne aujourd'hui 283 producteurs sur 14 espèces.

Trois structures fédèrent leurs moyens techniques et humains pour assurer le plan de contrôle sur l'ensemble des 14 espèces et permettent une démarche active d'amélioration de la qualité : FLORISUD, la SICA Marché Aux Fleurs d'Hyères et le groupement de producteurs PHILA FLOR.

Indicateurs	2007	2013	2015	2019	2020	2021	2022	2023	2024 <i>En cours</i>
Nombre d'horticulteurs	78	188	192	259	232	276	280	283	277
Nombre d'espèces concernées	9	13	14	16	16	14	14	14*	14*
Chiffre d'affaires (Millions €)	7	16,3	15,3	17,7	17	24,8	20	21,1	à venir

**Alstroemeria et anthuriums locaux ne sont plus vendus à la SICA MAF*



➤ Les 2 étapes du contrôle qualité

- Le contrôle visuel avant la mise en marché des produits par un technicien formé permet également d'adapter leur suivi en entreprise et d'aider plus particulièrement les producteurs nécessitant de leur part un accompagnement
- Les tests de tenue en vase réalisés pour chaque espèce sur des échantillons prélevés chez tous les producteurs apporteurs et adhérents de la marque.

En 2025, FLORISUD poursuivra sa double activité d'animateur et de contrôleur de la démarche qualité.

ACTION 3 : COMMUNICATION & PROMOTION DE LA MARQUE HORTISUD

La marque HORTISUD s'appuie sur sa démarche qualité pour valoriser la production des fleurs du Var.

Sa communication est centrée sur son terroir et son savoir-faire qui permettent aux fleurs du Var « d'être belles et pour longtemps.



Agréée par la charte qualité fleurs nationale créée par l'interprofession VALHOR, la marque est fiabilisée par diverses procédures de contrôle et de tests de tenue en vases. Les audits annuels permettent depuis le renouvellement de l'agrément et par ce biais l'utilisation du label Fleurs De France.

❖ PLV : Publicité sur Lieu de Vente

En 2025 une PLV sera réalisée pour identifier les corners dédiés aux Fleurs du Var dans les dépôts des partenaires HORTISUD.

❖ Les salons

➤ Le salon FLOREVENT

La cible principale de la communication HORTISUD est constituée des fleuristes, les salons sont un lieu privilégié de rencontre avec ces professionnels et FLOREVENT est le salon professionnel bénéficiant de la plus grande notoriété.



❖ Sur l'ensemble des manifestations professionnelles

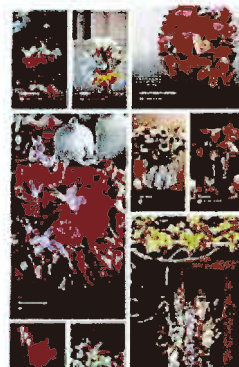
- Fourniture de fleurs pour les ateliers floraux et les animations
- Eléments de communication et signalétique sur les stands des grossistes clients et distributeurs de la marque
- Signalétique sur les podiums de démonstration d'art floral.

FLORISUD participera cette année encore à d'autres événements partenaires, comme le salon NOVAFLEUR en accompagnant les partenaires grossistes et en fournissant des fleurs pour les différents concours de la Fédération Française des Fleuristes et la Coupe Oasis®.

❖ Les WEB MAGAZINES

Chaque année, plusieurs canaux d'acquisition sont utilisés pour améliorer le trafic web vers le site Hortisud, développer la notoriété de la marque et de la filière.

- ❖ **FLOWER POWER** : Campagne menée par fleurnews.net et fleuristes-et-fleurs-pro.com
- ❖ **DIGIFLOR** qui a fusionné avec **FLOREVENT** : Plateforme de sourcing de produits et matériel végétal aux professionnels
- ❖ **YOU TUBE** : Lieu d'hébergement des tutos vidéo réalisés avec des fleuristes Meilleur Ouvrier de France
- ❖ **Les réseaux sociaux** « Le Var, la terre des fleurs » : Facebook, Instagram, Pinterest, twitter, ...
- ❖ **LE SITE INTERNET « hortisud.fr »** est au cœur de la communication sur la marque et les fleurs du Var. Parmi les contenus prévus en 2025, les vidéos de créations florales sont incontournables, les idées de bouquets étant la rubrique la plus suivie
- ❖ **LA NEWSLETTER** a pour cible privilégiée les fleuristes.



ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL 2025

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Salaires et charges sociales	94 803	Subventions	101 200
Prestations transversales	14 000	Région PACA	22 000
Convention SICA MAH (mise à disposition personnel)	6 098	Conseil Départemental du Var	26 000
Site internet Florisud	1 176	Métropole Toulon Provence Méditerranée	52 000
Déplacements	2 000		
Cotisations	1 645		
		Convention Code SIQO	1 200
		Autofinancement	61 952
		Convention SICA	32 755
Conseils et création en communication	4 400	Contribution Qlté SICA	5 000
Matériels et Support de communication	15 300	Cotisations HORTISUD	13 647
Visuels : photo, fleurs, prestation	12 000	Cotisations membres HH	9 350
Encarts presse	8 000	Produits Financiers	1 200
Communication grand public (achat fleurs pour événements, PLV)	2 674		
Remplacement congés PHILA FLOR	1 056		
TOTAL dépenses	163 152		163 152

La subvention de 52 000 € représente 31,87 % du total des produits :
 (montant attribué/total des produits) x 100.